

Iran/Nucléaire

Le coup d'éclat israélien se heurte à la résistance européenne

AFP

Jérusalem/Israël

Il est vrai que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de veiller au respect de ses engagements par Téhéran, a constamment certifié le respect iranien de l'accord.

LES Européens ont signalé clairement hier que la masse d'informations recueillies selon Israël par ses espions à Téhéran ne semblaient pas justifier une remise en cause de l'accord nucléaire conclu avec la République islamique d'Iran.

La France, le Royaume-Uni et l'Union européenne, tous avocats du maintien de l'accord historique de 2015, ont indiqué que les informations théâtralement divulguées lundi par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour plaider une dénonciation de cet accord, ne faisaient que conforter le bien-fondé de celui-ci.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est dite prête à examiner toutes les informations pertinentes qui lui parviendraient sur le respect de cet accord.

M. Netanyahu a indiqué qu'il communiquerait les informations israéliennes à l'agence et aux acteurs internationaux concernés.

En attendant, l'AIEA a renvoyé dans un communiqué aux conclusions contenues

dans un de ses rapports de 2015 et selon lesquelles, contrairement à ce que dit M. Netanyahu, elle n'avait "aucune indication crédible d'activités en Iran liées au développement d'un engin nucléaire après 2009".

Hier, M. Netanyahu s'est livré sur CNN à une défense appuyée de son propos. "Personne n'était mieux renseigné qu'Israël sur l'Iran".

Il s'est aussi défendu de vouloir la confrontation armée avec l'Iran. "Personne ne cherche un tel développement".

"MENTEUR" • A l'approche de l'échéance du 12 mai, cruciale pour l'avenir de cet accord censé garantir le caractère civil du nucléaire iranien, la déclaration de M. Netanyahu ne semble guère avoir fait bouger les lignes.

Cette déclaration, entre autres, montre "vraiment que j'ai raison à 100%", a dit le président américain Donald Trump, principal allié d'Israël, qui a promis par le passé de "déchirer" cet accord et donné aux Européens jusqu'au 12 mai pour trouver un nouveau texte qui remédierait aux "terribles lacunes" de celui de 2015.

Quant à l'Iran, qui a toujours démenti chercher à se doter de l'arme nucléaire, M. Netanyahu est pour lui "un menteur invétéré".

Lundi soir, le Premier ministre israélien a dévoilé ce qu'il a présenté comme une prise exceptionnelle réalisée par les espions is-



Photo : AFP

Le show télévisé du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sur le nucléaire iranien ne semble pas avoir contribué à modifier les positions des pro et anti-accord de 2015.

raéliens à Téhéran même, et les "preuves concluantes" de l'existence d'un plan secret de l'Iran pour se doter de l'arme nucléaire.

Une centaine de milliers de photos, vidéos et autres graphiques montrent selon lui que l'Iran, malgré ses dénégations constantes, a bien développé de 1999 à 2003 un projet secret appelé Amad pour produire la bombe atomique.

Israël, ennemi juré de l'Iran, se voit comme une cible désignée si ce pays se dotait de l'arme nucléaire. La destruction de l'État hébreu fait partie de la rhétorique de l'Iran.

Téhéran a mis Amad côté sous la pression internationale, mais a continué jusqu'à aujourd'hui, dans le cadre d'une organisation modifiée, à préserver son

savoir-faire et à développer ses capacités nucléaires militaires, a affirmé M. Netanyahu.

L'Iran a secrètement gardé au frais le projet Amad pour le ressortir "au moment de son choix", a-t-il dit.

"LE BON CHOIX" • M. Netanyahu s'est essentiellement employé à convaincre qu'on ne pouvait pas faire confiance à l'Iran et que l'accord de 2015 "repose sur des mensonges". Il s'est dit confiant que M. Trump ferait le "bon choix" d'ici au 12 mai.

Pour la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini, les documents aux mains des Israéliens devront être analysés, en premier lieu par l'AIEA. Mais elle a souligné que "M.

Netanyahu n'avait pas remis en question le respect" par l'Iran de l'accord. Les affirmations de M. Netanyahu "renforcent" la pertinence de l'accord, qui interdit toutes les activités liées au développement d'une arme nucléaire et instaure un des régimes d'inspection les plus robustes de l'histoire, a dit Paris.

Le président français Emmanuel Macron défend l'accord mais s'est aussi dit favorable à son élargissement, sur le contrôle de l'activité nucléaire après 2025 et le programme balistique de l'Iran.

Les anciens de l'administration Obama ont critiqué M. Netanyahu. Le contenu de la présentation "n'est pas nouveau", a tweeté Dan Shapiro, ex-ambassadeur en Israël. Mais il sera "utile à Trump quand il annoncera qu'il sort de l'accord le 12 mai. Je crois qu'il (M. Trump) a déjà pris sa décision. Cette présentation, coordonnée avec son équipe, sera citée comme preuve pour la justifier".

Pour le quotidien israélien Yediot Aharonot, la démonstration de M. Netanyahu montre seulement que les scientifiques iraniens ne sont pas devenus des "enfants de chœur" après 2015.

Les documents produits sont un "plat de pâtes réchauffées servant l'image du Premier ministre" en garantissant la sécurité d'Israël, écrit le journal à un moment de tensions avivées avec l'Iran en Syrie voisine.

Mali/Jihadistes

L'Onu dénonce les tueries de civils à Menaka

AFP

Bamako/Mali

Deux attaques armées en autant de jours auraient provoqué la mort de 47 personnes.

LA Mission de l'Onu au Mali (Minusma) dénonce les violences contre les civils dans la région de Menaka, près de la frontière nigérienne, après de récentes attaques ayant fait plus de 40 morts.

La Minusma s'affirme "très préoccupée par la montée de la violence dans la région de Menaka (nord-est) et de ses conséquences sur la protection des civils", dans un communiqué publié lundi soir.

"Entre le 26 et 27 avril 2018, deux attaques armées ont été rapportées contre les campements d'Aklaz et d'Awakassa, dans la région

de Menaka. Au moins 47 personnes auraient été tuées et 2 auraient été blessées", affirme t-elle.

Des sources locales avaient annoncé le 27 avril la mort de plus de 40 personnes lors de ces attaques contre des Touareg Idaksahak.

Les circonstances de ces attaques ne sont "pas encore déterminées" mais des informations "indiquent qu'au moins dans le campement d'Awakassa, les personnes auraient été tuées en dehors d'une situation de combat", poursuit la Minusma dans son communiqué.

"Les attaques délibérées contre des civils qui ne prennent pas directement part aux hostilités peuvent être considérées comme crimes de guerre", a déclaré Mahamat Saleh Annadif, chef de la Minusma.

Ces tueries se sont produites dans une zone où des jihadistes ayant prêté allégeance au groupe Etat



Photo : AFP

Pour le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, "les attaques délibérées contre des civils qui ne prennent pas directement part aux hostilités peuvent être considérées comme crimes de guerre."

islamique (EI) ont récemment subi de lourdes pertes face à la force française Barkhane et à l'armée malienne, souvent appuyées par deux groupes armés principalement touareg, le Groupe d'auto-défense touareg Imghad et alliés (Gatia, pro-Bamako), et le Mouvement pour le

salut de l'Azawad (MSA, issu de l'ex-rébellion). La Minusma avait par ailleurs indiqué le 12 avril avoir reçu des informations faisant état notamment "d'exécutions sommaires d'au moins 95 personnes" lors d'opérations antijihadistes menées dans la région de Menaka

depuis février "par une coalition de groupes armés", dont le Gatia et le MSA.

Les deux groupes, déjà accusés auparavant d'exactions envers les Peuls, souvent opposés par le passé aux Touareg pour des questions de pâturages et de points d'eau, avaient rejeté des "allégations scandaleuses et honteuses". Depuis le lancement en 2013 d'une intervention militaire française, les groupes jihadistes ont été dispersés et en grande partie chassés du nord du Mali, dont ils avaient pris le contrôle en mars-avril 2012.

Mais des zones entières du pays échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences.** Six morts à Bangui

Au moins six personnes ont été tuées et 60 blessées dans des échanges de tirs qui ont commencé hier à 11h30 (même heure au Gabon) à Bangui dans la zone du quartier musulman PK5 et opposent un groupe armé aux forces de sécurité intérieures, selon des sources concordantes.

• **Maroc-Iran/Diplomatie.** Rabat annonce la rupture de ses relations avec l'Iran Téhéran

Le Maroc a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, accusé d'avoir facilité la livraison d'armes au Front Polisario par l'intermédiaire de son allié du Hezbollah libanais, a annoncé hier le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

• **Nigeria/Violences.** Des dizaines de morts dans le nord-est

Des dizaines de personnes ont trouvé la mort hier au cours de deux attentats-suicides dans une mosquée et un marché de Mubi, dans le nord-est du Nigeria, ont rapporté des témoins.

A travers le monde

• **Arménie/Politique.** Pachinian appelle au blocage des routes, trains, aéroports

L'opposant arménien Nikol Pachinian a appelé hier au "blocage total" des routes, trains et aéroports dans le pays, après le rejet de sa candidature au poste de Premier ministre par le Parlement.

• **Corée du Sud-Chine-Japon/Diplomatie.** Un sommet tripartite le 9 mai à Tokyo

La Corée du Sud, la Chine et le Japon vont tenir un sommet le 9 mai à Tokyo, a annoncé Séoul hier, un nouveau rendez-vous en période d'intense activité diplomatique autour du programme nucléaire nord-coréen.

• **France-Australie/Diplomatie.** Macron à Sydney



Le président français Emmanuel Macron est arrivé hier en Australie, où il entend "ancrer" la relation franco-australienne "sur le plan stratégique, économique, mais aussi scientifique, culturel et linguistique", et "acter un nouvel axe indo-pacifique", a-t-il déclaré à la presse à Sydney.